



HAL
open science

Le projet Grand Delta: analyse d'un échec à partir d'un fonds d'archives inédit

Nora Lafi

► **To cite this version:**

Nora Lafi. Le projet Grand Delta: analyse d'un échec à partir d'un fonds d'archives inédit. 2000. halshs-00276935

HAL Id: halshs-00276935

<https://shs.hal.science/halshs-00276935>

Preprint submitted on 2 May 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

Nora LAFI

Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme

Rapport "GRAND DELTA"

Printemps 2000

**Le projet Grand Delta:
Analyse d'un échec à partir
d'un fonds d'archives inédit**

Rapport pour le compte du LAMES et du Conseil Régional PACA.

Nora LAFI

Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme

Rapport "Grand Delta". Printemps 2000.

**Le projet Grand Delta:
Analyse d'un échec à partir d'un fonds d'archives
inédit**

Présentation des archives et questionnements de départ

Ce rapport se fonde sur un travail de recherche en archives. Le fonds se trouve à la Chambre de Commerce et d'Industrie (C.C.I.) de Marseille. Il s'agit d'une part de pièces émanant de la CCI elle-même, mais surtout du fonds Pierre TERRIN, qui provient de l'association Grand Delta. L'ensemble concerne les années 1966-1981.

La première phase du travail a consisté à repérer les fonds d'archives, et à définir les problématiques et questionnements susceptibles d'y être appliqués. Aux archives de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille, s'est également rapidement imposée la nécessité de dresser un inventaire des sources, préalable indispensable à leur exploitation¹.

Il s'agit pour l'essentiel des archives de "l'Association Grand Delta pour l'Essor Economique et Social du Sud-Est Français". Ces archives sont dans un excellent état de conservation, mais n'étaient ni inventoriées ni répertoriées.

¹ Cet inventaire est disponible en annexe au présent rapport.

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

Les archives de l'association couvrent environ 19 mètres linéaires, et sont composées de documents variés datés de 1966 à 1977, du moins pour le fonds résultant du legs Pierre Terrin.

Un inventaire sommaire a été donc entrepris par mes soins afin de faciliter l'accès aux documents intéressants. Le traitement des archives a constitué la seconde phase de mon travail. Il s'est agi d'analyser ce corpus et de comprendre les raisons de l'échec des projets du Grand Delta.

Les archives présentent une grande variété de documents, que l'on peut présenter ainsi:

- Constitution de l'association et lancement (1966)
- Administrateurs (1966)
- Secrétariat - lancement (1966)
- Assemblées générales (1970-1976)
- Conseils d'administration (1967-1978)
- Réunion du Bureau (1968-1976)
- Comptoir Suisse (1977)
- Dossier Georges Gatheron - Délégation de Rhône-Alpes et Notes comptables (1968-1975)
- Documents comptables (1966-1977)
- Financement, subventions, cotisations (1968-69)
- C.R.C.I., commission financière, financement
- Cotisations 1972-1976
- Salaires (1968-1972)
- U.R.S.S.A.F., I.R.P.S.I.M.M.E.C., polices résiliées (1968-1973)
- Factures (1966-1976)
- Journées Economiques Internationales (J.E.I.), quote part, villes et congrès, groupe itinérant (1972)
- J.E.I. Notes de comptabilité
- Pièces comptables et bilans (1966-1973)
- Dossier de presse, photographies

D'autres documents ont été trouvés aux archives de la Chambre de Commerce de Marseille sur le Grand Delta qui ne faisaient pas partie de ce fonds. Il s'agit en grande partie des délibérations de la Chambre de Commerce et des procès-verbaux des réunions de l'assemblée générale ordinaire pour les séances où le projet Grand Delta a été abordé.

Plus que de dresser une histoire du projet Grand Delta en tant que tel, puisqu'une telle tâche demanderait plus de temps, il convient ici de répondre, au travers d'une analyse de ce qui s'est passé autour du Grand Delta il y a quelques décennies, à des questionnements qui peuvent encore de nos jours se rencontrer dans la réflexion sur le devenir de l'interrégionalité. On se demandera ainsi quelles sont les raisons, politiques, institutionnelles ou économiques, de l'échec du projet, mais aussi quelles ont été les pistes que ses promoteurs ont parcourues avec parfois beaucoup de clairvoyance².

On se demandera de même en quoi l'action de l'association Grand Delta a été le résultat d'une évolution dans l'appréhension de l'échelle régionale dans la décision d'aménagement, mais en même temps une impasse.

Par ailleurs, il s'agira d'étudier ici la manière dont s'est, au travers du projet, exprimée une convergence d'intérêts et de vues entre régions, et comment les structures politiques et institutionnelles n'ont pas permis, au-delà d'une conjoncture défavorable, de dépasser les antagonismes latents.

Un autre intérêt de l'études des archives du Grand Delta devrait de plus résider dans la compréhension de certains mécanismes locaux, en articulation avec des enjeux de politique nationale.

Histoire du projet Grand Delta

C'est dans le contexte de la naissance de l'aménagement du territoire à la française qu'il faut replacer l'initiative de la création en 1966-1967 d'une association visant à favoriser le développement industriel de l'axe rhodanien et du pourtour méditerranéen. Le projet Grand Delta est en effet à la fois le fruit d'une réflexion menée depuis la Libération dans les milieux politiques et

² Notons d'emblée, pour situer ce rapport dans le cadre de la réflexion sur le projet Grand Sud-Est, que les promoteurs du projet Grand Delta n'avaient pas une vision foncièrement différente de la géographie économique. Le sous-titre de leur projet était ainsi, rappelons-le: Association pour l'essor économique et social du Sud-Est français.

économiques, mais aussi s'inscrit dès sa naissance en décalage par rapport aux formes institutionnelles issues de cette réflexion.

La naissance des régions

Depuis 1945 en effet, au sein du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, tenu notamment par Raoul Dautry, l'idée diviser la France en circonscriptions régionales s'est peu à peu imposée. La publication en 1947 de l'ouvrage de Jean François Gravier: *Paris et le désert français* a contribué à insérer le débat sur la création de régions administratives dans le contexte de la nécessité d'un rééquilibrage démographique, économique et industriel du pays. Cette prise de conscience de l'hypertrophie industrielle de la région parisienne par rapport au reste du pays, phénomène qui ne fait d'ailleurs que s'accroître tout au long de la période, s'est donc accompagnée du développement dans les milieux économiques de Lyon ou de Marseille de cercles de réflexion sur les moyens de parvenir à un tel rééquilibrage. Du côté de l'Etat, en 1949, la création de la Direction de l'Aménagement du Territoire allait dans le même sens, ainsi que les initiatives, au tournant des années 1950, d'Eugène Claudius-Petit, ouvrier ébéniste algérois, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, qui propose un Plan National d'Aménagement du Territoire, suivi de la création du Fonds National d'Aménagement du Territoire.

Les initiatives locales, reconnues par l'Etat en 1954 sous la forme des Comités d'Expansion Economique, se multiplient, stimulées en outre par les perspectives nouvelles, au moins intellectuelles, offertes par une construction européenne qui n'en était encore qu'à ses balbutiements.

Dans ce contexte s'inscrit la rédaction de programmes d'action régionale, appuyés sur la définition des 21 régions de programme définies en 1955. Le rôle des Comités d'Expansion et à l'Action régionale à partir de 1953 ne fait que se renforcer.

Au milieu des années 1950, les mesures des gouvernements Mendès-France et Edgar Faure en faveur des régions les plus défavorisées peuvent également être rattachées à cette effervescence en cours autour de l'idée de la nécessité de répartir au mieux les efforts de la nation en matière d'équipement industriel.

Mais dès le départ, l'action de l'Etat et celle de ce qui devient les régions sont découplées pour bien des aspects, et, dix ans plus tard, le Grand Delta le sera de ces deux instances à la fois.

Sous V° République, cependant, on assiste à une intensification de cette action publique destinée à orienter les flux économiques. Mais la croissance industrielle des Trente Glorieuses ne fait souvent qu'accentuer les disparités.

Dans les discours de l'Etat au tournant des années 1960, la réflexion sur les villes dans la définition d'une politique d'aménagement du territoire se fait prédominante, aux côtés de celle sur l'industrie lourde: l'Etat, autant que de rééquilibrage industriel, parle de rééquilibrage démographique, au profit de l'échelon manquant de l'équipement urbain français: les métropoles régionales. Les régions quant à elles, dans les limbes, développent des études qui ne répondent pas toujours aux mêmes visées, ni à la même échelle d'analyse. La création des Circonscriptions d'Action Régionales (CAR) en 1960 ne suffit pas à infléchir cette tendance.

La DATAR

Avec en 1963 la création de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (D.A.T.A.R.), dirigée par Olivier Guichard, l'objectif de l'Etat est d'améliorer les infrastructures et les équipements collectifs des portions du territoire qui connaissent un retard. Il s'agit également de favoriser la constitution de pôles de développement. C'est dans ce cadre que naît l'idée des métropoles d'équilibre.

Le décalage entre l'action menée au sein des régions et la politique de l'Etat, qui vise à "répartir la croissance" selon des "axes d'équipement" est donc d'emblée patent. On veut certes partout rééquilibrer, mais pas forcément avec les mêmes visées.

En 1964, la première réforme régionale n'apporte pas de réelle solution à ce qui n'est d'ailleurs pas encore un problème. Après 1968, la réforme régionale devient prétexte référendaire de la politique gaulienne et de son crépuscule, et la situation n'évolue guère.

Le tournant de 1969-1972

Le projet Jean Marcel Jeannenay de toute façon, soumis à referendum le 27 avril 1969 n'allait pas très loin. Mais il s'agissait de créer un conseil régional, élu au suffrage indirect et placé sous l'autorité d'un préfet de région. Pour l'élection au Conseil régional de plus, et c'est là une idée qui aurait sans doute donné leur place aux promoteurs du Grand Delta, 20% des conseillers régionaux auraient été désignés par les organisations professionnelles et les Chambres de Commerce. Comme on le sait, le projet réforme régionale, couplé à la réforme du Sénat est rejeté lors du referendum à 53% (plus de 70% dans les Bouches du Rhône). D'un point de vue institutionnel en somme, le Grand Delta n'aurait été dans l'air du temps que de 1966 à 1969.

On verra que le Grand Delta est alors précurseur dans le recours à un interlocuteur nouveau, l'Europe; mais là encore il est sans doute trop tôt. Le Fonds Européen de Développement régional (FEDER) n'est ainsi créé qu'en 1972, et l'action de Bruxelles en la matière est alors extrêmement timide face aux Etats. En ce qui concerne la régionalisation, avec la création des Etablissements Publics Régionaux en 1972, nous verrons que le contexte change pour le Grand Delta.

Vient alors la crise pétrolière, qui change d'une manière significative, bien que souvent surévaluée ensuite, la donne économique, et aussi fragilise les initiatives nées avant son déclenchement.

Dans ce contexte nous verrons que le Grand Delta perd peu à peu tous ses soutiens, et perd aussi une bonne part de la pertinence de son action de promotion économique.

Vers la décentralisation

Il faut alors attendre l'alternance politique nationale de 1981 et les lois 2-3-82 sur les principes généraux de la décentralisation; 29-7-1982 sur la planification et 7-1-1983 qui répartit compétences entre les quatre niveaux d'administration territoriale, Etat, Région, Département, Commune, pour voir la situation évoluer. Mais il est trop tard pour le projet Grand Delta, marqué de plus par une appartenance très nette au camp politique adverse.

Nous serons ainsi appelée à nous demander ce qui dans l'échec du Grand Delta est due à des raisons politiques, et ce qui est due à un décalage par rapport à l'évolution institutionnelle du pays.

Il conviendra de même de replacer toujours le Grand Delta dans l'évolution de l'aménagement du territoire en France.

Un autre point essentiel, mais sur lequel les archives de la Chambre de Commerce sont parfois peu prolixes, sera l'insertion du Grand Delta dans le contexte politique marseillais, et surtout son positionnement par rapport à Gaston Defferre. Ce personnage, maire pour la première fois en 1953 traverse en effet toute la période tant pour la politique locale que pour l'aménagement du territoire, jusqu'au début des années 1980. Or, et cela doit être dit d'emblée, le projet Grand Delta a le tort de naître hors de la sphère politique deférienne à l'aube d'une époque qui sera dominée par ce personnage, y compris avant son arrivée au Ministère.

La création de l'association Grand Delta

L'Association Grand Delta pour l'essor économique et social du Sud-Est français est donc créée formellement dans les premiers jours de l'année 1967. Cette création marque les débats et les projets concernant l'industrialisation des Bouches du Rhône et la place de la grande région sud-est jusqu'à sa dissolution en 1977.

L'association a été fondée par un ensemble de responsables économiques du grand sud-est à la suite des journées économiques internationales de juin 1966 tenues à Marseille à l'initiative de la Chambre de Commerce sur le thème de la transformation de Marseille en Europort méditerranéen.

Assistaient à ces journées, présidées par l'industriel lyonnais Berliet, outre les fondateurs de la future association, des personnages comme Edgard Pisani, ministre de l'Équipement, Michel Debré, Ministre de l'Économie et des Finances et Olivier Guichard, délégué à l'aménagement du Territoire.

Au départ donc, les journées internationales de 1966 se font en relation avec les visées d'aménagement que mène l'État. On a donc une rencontre entre l'élite industrielle lyonnaise et marseillaise et les plus hauts responsables de la planification économique et territoriale pour l'État. On a donc également au départ une coordination entre Lyon et Marseille, dont les responsables économiques se posent comme interlocuteurs de l'État. Mais l'impression qui se dégage d'emblée est que ce sont les industriels lyonnais qui sont à la recherche d'un débouché portuaire rationnel, plus que ceux de Marseille à la recherche d'une extension de leur hinterland. La réflexion géographique

semble d'ailleurs au départ plus avancée chez les lyonnais, notamment autour du thème de l'articulation des axes européens.

Berliet posait déjà la question à cette occasion du grand écart entre Lyon et Marseille. "Pourquoi un lyonnais pour présider cette première journée? Origine marseillaise de ma famille. Poids du trafic Berliet par votre port. Exemple que nous avons voulu donner de reconversion outre mer. Ou tout simplement, comme dans les pièces de Pagnol, faut-il convier un monsieur Brun à apporter un délicat témoignage. On a évoqué ce matin vos chances, à condition qu'on vous y aide".

Notons donc l'ambiguïté dès avant la constitution de l'association du rapport Lyon Marseille dans le contexte des perspectives de développement économique. Notons aussi combien Berliet oppose à son public marseillais, qui n'aurait pas fait le pas de la fin de la logique coloniale d'exportation, et serait en retard dans la définition et la recherche d'autres trafics, une logique nouvelle, celle de la recherche d'un lien avec la prospérité du nord de l'Europe. Dès 1966 donc Lyon se pose aux côtés de Marseille comme une ville dans laquelle les visées de stratégie économique sont plus avancées, et où les industriels locaux sont plus au fait des grandes tendances de l'époque. Il très net dans tous les discours de Berliet que celui-ci souligne à des interlocuteurs marseillais qui n'ont perdu le débouché algérien que depuis quelques années qu'il est nécessaire de changer de perspective. On aurait donc à la naissance du Grand Delta une stimulation lyonnaise dans un contexte marseillais à la recherche d'une reconversion.

Le contexte de la création de l'association Grand Delta est donc clairement celui de la recherche pour Marseille d'une alternative au débouché colonial que le port vient de perdre. Les marseillais n'en parlent pas en 1966, mais les industriels lyonnais ne manquent jamais de le leur rappeler.

Les Lyonnais sont donc à la recherche à Marseille de partenaires susceptibles d'y implanter une logique industrielle et portuaire nouvelle, tournée vers le nord.

La création de l'association reflète une tentative d'ancrer cette logique à Marseille, tentative semble-t-il bien accueillie par une partie du monde économique, mais en même temps qui se heurte d'emblée à de fortes inerties locales, de nature tant institutionnelle que politique. Là, on rencontre dès le départ ce qui sera toujours une limite, que les archives cependant taisent, pour

le Grand Delta: une naissance portée par des industriels de droite, et, dans une certaine mesure accompagnée par une structure gouvernementale de droite. Le problème du relai local à Marseille au-delà de la CCI, et encore, se pose donc.

En 1966 toujours, Berliet suggère à Marseille de parier désormais sur son hinterland européen, dont Lyon serait un pivot. "Nous pouvons vous assurer la solidarité de votre arrière pays"

Pour les lyonnais, et surtout Berliet, la nécessité de renforcer l'infrastructure tant du port de Marseille que de ses débouchés vers le nord est impérieuse. "Dans cet effort, personne ne vous fera de cadeaux, et l'infrastructure dont vous bénéficierez progressivement ne peut vous dispenser de l'ardente obligation d'avoir de l'imagination, de vous fixer des priorités difficiles, courageuses, impopulaires."

Le ton général est donc largement paternaliste vis-à-vis des entrepreneurs marseillais. Ceux-ci sont essentiellement représentés par Pierre Terrin, qui aux journées de 1966 indique la nécessité pour Marseille, "port colonial", "Europort du Sud", de se "tourner vers le continent", "sans abandonner sa mission maritime traditionnelle". Il y affirme sa "foi dans l'avenir industriel et humain de Marseille".

Pour Albert Auberger, président du Port autonome de Stasbourg, et promoteur de la liaison Rhin-Rhône, le ton est clairement à une lecture de Marseille en tant qu'entrée du "pipe-line" qui relie la Méditerranée au Rhin.

Le ministre Pisani quant à lui évoque le changement de destin de Marseille, qui, s'ouvrant vers l'ouest et le delta du Rhône s'ouvre aussi vers le nord. Mais, même s'il évoque un futur renouveau des échanges avec l'Afrique, il se situe lui-même clairement dans une perspective de Marseille comme passage pour l'industrie de régions plus septentrionales. Pour le sort de Marseille, il semble presque s'en remettre aux "facultés d'adaptation des méditerranéens".

Quelques mois plus tard, les fondateurs de Grand Delta sont:

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

Pierre TERRIN, Président de l'Union patronale de Marseille, et surtout patron du groupe SPAT, société provençale des ateliers Terrin, spécialisé dans la réparation navale (Ateliers Provençaux, Société des Ateliers de la Méditerranée, Sud-Marine). Le groupe est né en 1961 de la fusion de la société provençale de constructions navales (SPCN, créée en 1916) et de la société des ateliers Terrin (SAT, créée en 1891 par Augustin Marie Terrin).

Albert AUBERGER, Président de la Compagnie HPLM.

Paul BERLIET, patron du groupe automobile lyonnais du même nom.

Gilbert DEVAUX, Président de la Compagnie Nationale du Rhône.

Jean GABARRA, Conseiller des Affaires étrangères, fervent soutien de la cause d'une liaison Rhin-Rhône.

André GRANDPIERRE, Président du Centre National du Commerce Extérieur

Léon BETOUS, Président du Port Autonome de Marseille, à un moment où la CCI cède une partie de ses responsabilités sur le port et sa gestion à cette instance.

Gilbert DEVAUX, président de la Compagnie Nationale du Rhône.

Emile BLACHETTE, Robert DUBOIS, Henir MONNOT, Frédéric TRAVERSE, Henri COTTE, dirigeants respectivement des CCI de Provence Côte d'Azur Corse, Languedoc Rousillon, Nices Alpes Maritimes, Rhône-Loire, Alpes.

Jean MAILLARD, Edouard RASTOIN, Jules MILHAU, respectivement Présidents des Comités Régionaux d'Expansion Economique Rhône-Alpes, Provence-Côte d'Azur-Corse, Languedoc-Rousillon.

On y trouve aussi Abel THOMAS, l'ancien Commissaire à l'Aménagement du Territoire, qui s'est prononcé en faveur de la liaison Rhin-Rhône, et Antoine PINAY, au titre de la Commission de Développement Economique Régional de Rhône-Alpes, et Pierre LESCOURRET, du Conseil Economique et Social.

Au trouve dès le préambule de l'acte fondateur de l'association une réflexion sur la place du sud-est français dans l'Europe en construction, et sur les possibilités qu'ouvre pour le sud-est la perspective d'un renforcement de l'axe Rhin-Rhône.

"La réalisation de la Communauté Economique Européenne appelle, en France, la formation de vastes ensembles régionaux adaptés aux dimensions de ce marché. L'équilibre économique de l'Europe, prévu par le traité de la Communauté Economique Européenne, implique, parallèlement au puissant développement des régions du Nord qui s'appuie sur des ensembles portuaires et industriels supérieurement équipés, une mise en valeur rapide de toutes les richesses potentielles des régions du Sud-Est rhodanien et méditerranéen."

"Les régions de programme Rhône-Alpes, Provence Côte d'Azur Corse et Languedoc-Roussillon forment précisément un vaste ensemble diversifié autour de l'axe rhodanien, qui l'ouvre d'une part vers la Lorraine, l'Alsace, le bassin rhénan, la Suisse, et l'Europe du Nord, d'autre part vers les autres continents."

Notons au passage combien dans ce préambule sont détaillés les débouchés naturels lyonnais et combien ceux de Marseille se réduisent à l'expression général "les autres continents". On a donc une réflexion sur Rhône-Alpes pivot de l'hinterland rhodanien.

"Le Grand Delta s'attachera en liaison étroite avec les organismes publics et privés qui exercent déjà cette mission, avec leur concours, à exprimer la solidarité des trois régions rhodaniennes et méditerranéennes dans cette oeuvre d'intérêt national et à assurer entre elles un équilibre harmonieux."

Dès la création de l'association se pose la question du rapport avec la DATAR. On sait que dans la France gaullienne les grands projets d'aménagement naissent de l'Etat, et les liens entre Grand Delta et Etat ne

semblent pas suffisants dès le départ. Grand Delta, née des cercles industriels et régionaux de réflexion sur l'aménagement du territoire paraît manquer d'un relai autre que théorique et symbolique à Paris.

Statuts de l'association

Grand Delta est une association loi 1901. Elle reçoit tout au long de son existence à la fois des cotisations des entreprises et des institutions qui la composent, et des subventions diverses, émanant des établissements publics, de l'Etat et des collectivités locales. L'association contracte aussi un certain nombre d'emprunts.

A la fin de période, avec la marginalisation de l'association, les subventions se tarissent.

Le siège de l'association se trouve au numéro 17 de la Canebière. Dans la dernière période de son existence, l'association trouve refuge dans les locaux de la Chambre de Commerce de Marseille même.

Différentes phases de l'action de l'association Grand Delta

Créée dans un contexte à la fois de réflexion sur le devenir des régions et pour ce qui concerne Marseille, de recentrage du maire G. Deferre sur les enjeux du socialisme local après l'échec de ses ambitions présidentielles, l'Association Grand Delta doit être étudiée selon ces paramètres: enjeux locaux, rapport au pouvoir central, réflexion sur l'Europe et la place des régions.

Le Grand Delta est au départ une incarnation du monde patronal de la vallée du Rhône et du sud de la France.

Elle dispose assurément de plus d'appuis locaux à Lyon qu'à Marseille. Bien que pour Marseille on y trouve la plupart des responsables du secteur de la navigation au sens le plus large, il semble bien que la liaison avec les pouvoirs locaux soit faible, voire, à la consultation des archives, inexistante. Pour Lyon en revanche, la seule lecture de la liste des membres fondateurs laisse entendre une meilleure symbiose, que confirme la lecture des archives.

Dès lors donc se pose la question des enjeux marseillais. La tutelle symbolique et politique de l'association est Antoine Pinay et non Gaston Deferre. Cela peut paraître évident, mais il convient de le souligner pour chaque phase de l'évolution de l'association, tant semble être là le coeur de la question.

Grand Delta et les promesses de 1969

A la fin des années 1960, le Grand Delta paraît un temps en mesure de trouver une place dans un schéma institutionnel régional en train de se dessiner. Les conseils d'administration des années 1968 et 1969 reflètent cette ambiance. (Archives carton 4). Le Grand Delta représenterait selon cette perspective la tentative Jeannenay de créer des institutions régionales dominées par les organisations patronales. Grand Delta aurait donc été une sorte de laboratoire de cette hypothèse de réforme entre 1966 et 1969. Le rejet du referendum l'aurait ainsi rendu précocément vain. Un texte de 1973, publié par l'économiste socialiste Yves Durrieu "L'impossible régionalisation

capitaliste"³ semble confirmer la validité d'une telle lecture. On y trouve sous forme d'entretiens la dénonciation par les plus grands dirigeants socialistes, y compris Deferre, ainsi que par Durrieu, expert socialiste de la régionalisation, de la voie de réforme régionale incarnée par des expériences comme le Grand Delta. A une époque où, juste après la création des EPR, le débat sur les régions bat son plein, le Grand Delta apparaît comme une voie inacceptable à la gauche, et il semble d'ores et déjà évident que ce n'est pas sur le terrain du Grand Delta que pourra s'opérer une médiation politique.

Le Grand Delta et la DATAR

Pour ce qui concerne les rapports au gouvernement, la volonté de plaire aux instances de l'aménagement du territoire et de coller à la politique de promotion des régions est claire, mais l'absence de réel soutien l'est tout autant. La consultation des archives montre que les contacts avec la DATAR et les institutions de l'Etat sont très limités, et que jamais le Grand Delta ne parvient à s'ériger en interlocuteur crédible. Au tournant des années 1970, le Grand Delta est d'ailleurs financé presque uniquement par les Chambres de Commerce, le Port Autonome et la Compagnie Nationale du Rhône. Les collectivités locales (financement d'une manifestation en Avignon à part) représentent moins de 3% du budget. (carton 39)

Un rapport rédigé pour la DATAR par l'Omnium Technique d'Aménagement (OTAM) en mai 1971 "Première exploration du devenir possible de la région Rhône-Alpes, scénario tendanciel, base et cheminement", rédigé dans le plus beau jargon aménageur de l'époque, fait ainsi une impasse totale sur l'existence du Grand Delta. On y trouve une dissertation sur la place de l'industrie rhône-alpine dans l'espace français et européen, mais rien n'est dit sur les contacts déjà noués par l'Association. Dans un "horizon 1985", Fos est certes intégrée comme donnée fondamentale, de même que les liens avec la Suisse ou l'Italie, mais d'une part ni Marseille et son avant-pays, ni d'autre part l'interrégionalité ne sont pris en compte. La vallée du Rhône a tendance à être lue comme un pipe-line vers Feyzin, et Fos est carrément considérée comme une annexe maritime de Rhône-Alpes.

³ Durrieu Yves, L'impossible régionalisation capitaliste, témoignages de Fos et du Languedoc, Paris, Anthropos, 1973, 268p.

La question dans ce rapport est donc plus la "remontée sur Fos vers Rhône-Alpes" qu'une hypothétique intégration interrégionale. Quant aux diversifications industrielles éventuelles pour Fos, il semble évident qu'elles ne sont pas souhaitées par les décideurs rhône-alpins, car elles seraient un obstacle à la "remontée vers Rhône-Alpes", qui semble être le leitmotiv aménageur du début des années 1970. On est donc loin des objectifs du Grand Delta, ou plutôt on est peut-être en plein dedans en fait, mais alors les Rhône-alpins ont moins que jamais besoin d'un Grand Delta qui a été un moyen d'obtenir une fenêtre méditerranéenne à Fos que l'on ne veut pas voir s'ouvrir davantage. La DATAR et l'Etat semblent avaliser cette option.

Du côté de l'association du Grand Delta, le projet de rapport moral 1970-1971 (archives carton 39) apparaît en revanche comme une volonté de présenter un projet ambitieux de réflexion sur l'avenir économique du sud-est français. Le Grand Delta croit pouvoir compter sur la DATAR et son délégué Jérôme Monod. Le Grand Delta paraît un temps proche des dossiers, mais les marseillais ne comprennent pas tout de suite que pour la DATAR, Fos et le sud méditerranéen sont deux objets différents. Marseille-Fos Europort du sud est en effet un slogan sur lequel des positions diverses peuvent se retrouver, mais constitue aussi le socle d'un grave malentendu. On trouve pourtant dans les archives du Grand Delta la claire conscience que la zone de polarisation voulue par la DATAR est centrée sur Lyon.

En février 1972 un contact solide semble être noué avec la DATAR, puisqu'un conseil d'administration du Grand Delta se tient à Paris dans les locaux de cette administration. (Archives carton 13). Un contrat d'étude est même en projet avec la DATAR (Archives carton 22). Mais la réforme des régions en 1972 constitue un point de mise en porte à faux de l'action de l'association, qui n'est ni partie prenante de l'action régionale au sens institutionnel, et qui en même temps prétend se placer sur le même terrain. Cela renforce l'intuition que la seule chance du Grand Delta aurait été l'adoption du statut régional de 1969. On peut même se demander si l'association ne constituait pas une sorte de tremplin pour certaines personnalités en vue de l'insertion des Chambres de Commerce dans l'exécutif régional, et si après le rejet de la réforme, elle n'avait pas perdu une grande part de son acuité. Mais sur ce point les archives ne disent rien.

On peut se demander si dès le début des années 1970 l'association n'est pas marginalisée. D'une certaine manière, il semble bien que l'on puisse dater à

1972 la constatation de l'échec de l'intégration de l'association dans les processus réels de la décision. Les archives sur ce point parlent d'ailleurs plus par leurs lacunes: on n'y trouve guère de relations entre les responsables du Grand Delta et les échellons supérieurs du processus de la décision. Les raisons du blocage sont peut-être à rechercher dans des luttes locales, mais aussi assurément dans une combinaison institutionnelle qui n'est déjà plus favorable. Le Grand Delta semble n'être jamais devenu un véritable enjeu de pouvoir.

1972

Les journées économiques internationales de 1972 à Marseille virent la participation de représentants de l'ensemble du bassin méditerranéen. Cette même année, le Grand Delta produisit son dernier document en matière d'aménagement du territoire, "Chantiers de l'Europe; cahier n°1", sur les "grands aménagements structurants du Sud-Est français".

Lors des journées économiques (Archives carton 24), l'association semble connaître son apogée. Mais ce même moment comporte déjà une ambiguïté: il s'agit plus de la réussite d'une manifestation de promotion industrielle que de la véritable vitrine d'une instance aux prétentions d'action dans le domaine de l'aménagement du territoire.

Avec en 1974 l'arrivée de Gaston Deferre à la présidence de la région, les choses sont encore plus claires. Entre couler le Grand Delta ou faire en sorte que la région laisse mourir le projet, il semble qu'il y ait en fait peu de différence. Quant aux mutations de la France désormais giscardienne, les archives laissent mal percevoir leur influence. Mais sans doute là encore que le Grand Delta ne constitue pas un réel enjeu.

Un désintérêt de la DATAR paraît aussi se confirmer. La question se pose d'ailleurs assez tôt, et il est significatif de voir que les documents et projets de cette instance de programmation ne fassent quasiment jamais référence au Grand Delta.

La question se pose donc aussi de saisir pourquoi les Lyonnais eux-mêmes ne sont pas parvenus à se faire entendre. Mais la réponse est sans doute qu'ils ont trouvé d'autres canaux.

Pour ce qui concerne les rapports avec la DATAR, l'année 1974 confirme l'absence de crédit du Grand Delta auprès de cette instance. L'association, qui a préparé un rapport à l'attention de M. Menguy, n'est même pas reçue par ce dernier, et doit se résoudre à l'envoyer par la poste.

Le préambule du rapport soulignait d'ailleurs le "cadre original" dans lequel était contrainte d'agir l'association. A partir de la mise en application de la loi régionale de 1972, le Grand Delta "a décidé d'ouvrir son conseil à des représentants de chacune des assemblées des trois régions". Le rédacteur du rapport espère qu'il y aura là une occasion d'appliquer l'interrégionalité prévue dans les décrets d'application de la loi, mais ne semble guère se faire d'illusion. Ce même rédacteur souligne l'évolution de l'association, sous la pression de la DATAR, dans le sens non plus d'une association aux visées d'aménagement, mais de simple "promotion industrielle". Le Grand Delta revient donc peu à peu aux attributions classiques des Chambres de Commerce, le Grand Delta "ne devant intervenir par son image et sous son titre que dans les opérations préliminaires ayant pour objet essentiel d'attirer l'attention des investisseurs". Une telle association, ainsi diminuée dans ses attributions, n'avaient en effet aucune raison de demeurer un interlocuteur de la DATAR qu'elle n'avait de toute façon pas su être du temps de ses ambitions plus larges.

En 1974 donc il est clair que l'Etat, qui avait exigé par le biais de la DATAR que le Grand Delta abaisse ses prétentions pour devenir un banal instrument de promotions de l'image industrielle des régions, a eu gain de cause. Mais dès lors le Delta n'avait plus vraiment de raison d'être, car les bureaux des Chambres de Commerces pouvaient très bien se charger de cette tâche.

Face à l'Etat donc, le Grand Delta avait perdu. Mais là vient une des originalités dans l'action de l'association: paradoxalement c'est face à la difficulté à s'imposer comme interlocuteurs de différentes instances de l'Etat que les responsables de l'association innovent en s'adressant directement à Bruxelles.

Ce qui se concrétise dès 1975.

Le déclin

A partir de 1975 en effet, l'association est dirigée par un responsable socialiste Rhône-Alpin, Maurice PIC, maire de Montélimar, présenté par TERRIN lui-même.

Le rapport au gouvernement ne pourra qu'en être rendu plus difficile, sans que soient pour autant résorbées les tensions locales, loin s'en faut.

La question du rapport aux socialistes marseillais demeure de la même acuité, et le Grand Delta ne parvient semble-t-il, n'y sans doute ne tente, à se concilier ne serait-ce que la neutralité des socialistes marseillais. Les archives sont cependant extrêmement muettes sur ce point, ce qui confirme au moins l'absence de contact formel.

Il semble bien que le tournant dans l'association, quand le monde patronnal tente de jouer la carte socialiste, ou du moins une carte socialiste dans un de ses secteurs de compétence, n'ait pas de répercussions dans leurs non-rapports avec Marseille.

L'association organise encore des conférences avec des experts au milieu des années 1970, mais a bel et bien perdu tout espoir d'avoir une influence sur un processus de planification régionale qu'elle a définitivement vu lui échapper à partir de 1972.

Les thèmes retenus sont ceux qui occupent l'association désormais, comme par exemple l'évolution du trafic sur le canal européen. Une conférence, en 1975 a pour but de mieux comprendre le projet allemand de relier la mer du Nord à la mer Noire, l'historique et les moyens mis en place pour sa réalisation. Cette conférence, tenue par l'ingénieur Heinz Fuchs, ancien membre du conseil d'administration de la Rhein-Main-Danube (pendant 25 ans il a travaillé "sur cette transversale qui lit 13 nations de l'Europe"), est en même temps le symbole d'un Grand Delta désormais groupé patronal de réflexion économique, qui ne parvient pas tout à fait cependant à se transformer en ces lobbies économiques que Bruxelles commence à voir apparaître.

En 1976 les Journées de Bruxelles pourraient représenter une évolution en ce sens, avec la volonté de développer un dialogue direct avec la Communauté Européenne. Un dialogue entre PIC (Président de l'association) et Morant en décembre 1976 est à ce sujet révélateur: "Il n'est pas superflu que les représentants régionaux sachent prendre le chemin de Bruxelles". Le

problème c'est que le Grand Delta n'est pas tout à fait "représentant régional". Mais au moins sur ce point sachons gré à ses dirigeants d'avoir compris l'importance croissante d'une représentation des intérêts locaux auprès des instances européennes.

Notons donc la précocité d'une telle démarche, fruit il vrai plus d'un échec à se faire entendre à l'échelle nationale que d'une véritable passion européenne. Roger Morant, toujours en 1976, ajoute ainsi (Grand Delta, Canal de Provence) "C'est à Bruxelles même qu'il faut aller plaider les dossiers bien que l'impératif administratif impose de passer par l'intermédiaire de la DATAR".

Pic fait de plus partie de la Conférence Européenne des Pouvoirs Locaux. Sur ce point de l'Europe donc, le Grand Delta a sans doute devancé la Région.

Mais l'association a également la primeur d'un constat qui se fait de plus en plus évident à la fin des années 1970: l'Europe reste le plus souvent une manière pour l'Etat de se défaire dans des dossiers qu'il n'entend pas mener à bien. On trouve ainsi dans les archives de nombreuses plaintes des responsables du Grand Delta face au fait que le FEDER (fonds européen de développement régional) sert surtout d'excuse à la non-action de l'Etat.

En 1976, "les instances nationales ayant d'autres priorités" (PIC), il est clair pour les responsables du Grand Delta que Bruxelles est certes le recours, mais aussi, dans une France où l'Etat demeure en dernier ressort le moteur de toute réforme, une impasse.

Abel THOMAS souligne à la même époque que dans son expérience au Commissariat au Plan il était très mal vu par le gouvernement d'impliquer Bruxelles.

Le carton 50 des archives montre qu'en 1976, le Grand Delta est tenté de court-circuiter la DATAR en s'adressant directement à Bruxelles, ce qui assurément n'a pas augmenté son crédit auprès des instances parisiennes.

Ce n'est par ailleurs qu'en 1976 que vient finalement au sein du Grand Delta un début de réflexion sur un possible avant-pays marseillais, rompant ainsi avec une vision jusque-là tournée presque uniquement vers une notion d'hinterland qui n'a pas joué au profit des régions méridionales du Grand Delta. Il semble que la notion d'hinterland, omniprésente dans les études du Grand Delta, ait essentiellement jusque là été tournée au profit de Rhône-Alpes, qui s'érigait en plaque tournante de l'économie européenne.

En cette année 1976 en revanche, on trouve dans les archives du Grand Delta (carton 26) une étude sur les possibilités offertes par la nouvelle industrialisation de l'Algérie. Dès 1974 d'ailleurs, le Grand Delta, mais déjà dans une logique de marketing industriel, avait participé à la foire de Tripoli. (carton 47). En 1975 de plus, le Président honoraire Bernard Japiot commence à développer pour l'association un discours méditerranéen, jusque-là singulièrement absent. (carton 47). "Le Grand Delta est là pour saisir ces nouvelles perspectives d'une Europe débouchant sur le bassin méditerranéen". L'impression à la lecture des archives est celle d'un retour des Marseillais et Provençaux, décidés à inventer de nouvelles notions susceptibles de faire de leur région au sein du Grand Delta finalement une zone de centralité, et non plus un couloir vers l'industrie lyonnaise.

Ce n'est qu'à ce moment également que l'on commence à penser aux activités tertiaires, soit avec un retard considérable par rapport à ce qui a pu être fait en Rhône-Alpes. Il est intéressant de noter ainsi qu'à la fin de son existence l'association Grand Delta a participé à l'insertion dans le débat marseillais de la nécessité de créer ce que l'on trouve sous le nom de plate-forme tertiaire dans les archives de l'association. (cartons 26bis et 29)

Pour le nucléaire de même, le Delta paraît avoir été en pointe dans le débat au sujet de Cadarache et des centrales nucléaires le long du Rhône. (cartons 29 et 47), de même que pour la promotion de la liaison Rhin-Rhône, mais avec moins de succès (carton 31 bis).

A partir du milieu des années 1970 cependant, le rôle du Grand Delta, plus que de porter une réflexion prospective en matière d'aménagement semble essentiellement de représenter une certaine image du patronat des régions concernées dans les grandes foires industrielles, comme à Milan en avril 1977 ou à Barcelone, en juin de la même année (Archives carton 31). Le Grand Delta parcourt aussi les routes de Suisse. (Archives carton 37 et al.)

Dès 1975 la question de la survie de l'association est d'ailleurs abordée dans les réunions internes (Archives carton 34). La question d'une demande de reconnaissance d'utilité publique semble être un temps une voie vers une solution, mais reste sans suite.

L'espoir de l'obtention d'une subvention de l'Etablissement Public Régional de PACA ne suffit pas à rendre à l'association en 1977 son dynamisme. (Archives carton 7). Le sauvetage du Grand Delta par l'EPR

aurait d'ailleurs été une anomalie institutionnelle et historique. Le Grand Delta licencie son personnel en 1978. (carton 34), et vit son déclin au rythme de celui de Terrin.

Dès 1976 la lecture des archives montre que l'association est moribonde. La liste des absent est longue, et le président Pic souhaiterait "que les administrateurs du Grand Delta manifestent pour l'association intérêt et assiduité, ce qui n'est malheureusement pas le cas de tout le monde".

Le compte-rendu des activités est éloquent: à part quelques visites de chantiers, la seule véritable rencontre importante a été avec des représentants de la DATAR, en octobre 1976, mais ce n'était qu'une "entrevue" que l'on souhaite être "l'amorce de relations suivies" (!)

La séance du Conseil d'Administration de cette année là se clôt sur les difficultés financières et la décision de supprimer le bureau lyonnais de l'association.

En 1977, la crise des entreprises Terrin coïncide avec la fin de Grand Delta. Les archives montrent que l'association vit en cette année 1977 au rythme des rebondissements de la crise du groupe SPAT, et que, d'une certaine manière, le Grand Delta et Terrin ont leur destin lié.

Conclusions

L'histoire de Grand Delta est donc celle d'une association patronale qui a tenté, au milieu des années 1960, d'influer sur le cours de la réforme régionale, et de se poser en interlocuteur obligé dans le cadre de la réforme de 1969. Grand Delta à ce moment là pouvait apparaître par bien des aspects comme une coquille patronale prête à se transposer dans les institutions qui seraient nées de la réforme régionale. Elle était en cela à la pointe de la réflexion, y compris dans sa dimension interrégionale. Mais avec l'échec de la voie réformatrice de 1969, et l'avènement en 1972 d'une voie différente, Grand Delta s'est en quelques années trouvé coupé de la réalité institutionnelle. L'association n'avait plus de relai ni locaux ni nationaux, elle gênait tant les intérêts politiques marseillais que les visées de la DATAR.

Dès lors elle s'est peu à peu transformée en une association aux buts moins ambitieux, et est devenue une sorte de cercle de promotion industrielle. Dans ce cadre cependant, elle a participé, sinon à des débats institutionnels et politiques dont elle semble vraiment exclus, à l'éclosion précoce d'un certain nombre de thématiques qui vont marquer la fin des années 1970. A partir du moment où Grand Delta n'est plus un enjeu, elle devient le lieu, outre d'une action de marketing patronal, celui de l'émergence de thèmes comme le recours à l'Europe ou les mutations de l'industrie que les régions telles que nées de la réformes de 1972 ont sans doute plus tardé à mettre en oeuvre. C'était certes par dépit et faute de mieux, c'est-à-dire d'appuis locaux et nationaux, pour Grand Delta, mais cela demeure intéressant.

Les détours et les impasses de l'association amènent donc à une réflexion sur les rapports Etat/Région/Europe, et ce dès avant les débats et réformes du début des années 1980.

On a donc en somme une association toujours en décalage, coupée à la fois du national et du local, née d'une illusion patronale de parvenir à prendre le contrôle de l'échelon régional, et tombée à cause de l'échec d'une telle voie face à l'habileté tant des instances de l'Etat que des représentants politiques locaux à ne jamais lui conférer la reconnaissance institutionnelle et politique qu'elle recherchait.

Le changement de la donne économique et énergétique de 1973 apparaît dans ce contexte comme moins déterminant qu'on a pu le dire parfois.

On peut remarquer à ce sujet cependant que Grand Delta n'apparaît pas ce domaine comme particulièrement à la pointe de la réflexion, et comme en retard dans la perception des mutations industrielles, même si le débat sur le tertiaire vient tardivement corriger la donne.

A partir de 1981, régions et décentralisation sont à l'ordre du jour, mais cette fois c'est Defferre qui mène le débat, il n'est évidemment plus question de s'appuyer sur l'expérience de Grand Delta.

Il est trop tard de toute façon pour le Grand Delta.

Retenons finalement cependant de l'action de Grand Delta, le parcours de certains personnages, comme Berliet, Japiot, Terrin, Pic ou Bétous, de même que Gautheron, Monod ou Silve, de même que la trajectoire de certains thèmes, entre local, régional, national et international.

Parmi ces thématiques, en définitive, demeurent la question des rapports entre municipalité et pouvoirs régionaux à Marseille, les rapports entre Lyon et Marseille, la place de Nice dans l'ensemble régional face à l'attraction ligure (carton 47), les conflits avec Languedoc-Roussillon, les liens avec Paris, l'Etat, et la politique de la DATAR, l'émergence de l'Europe.

Grand Delta était une évolution possible de l'action régionale, finalement non avenue. Certaines dimensions de son action étaient souvent sous-estimées et la consultation des archives a permis de les réévaluer

Grand Delta pose également la question des rapports des instances régionales avec les acteurs privés, surtout les entrepreneurs locaux. L'association représentait une initiative de l'élite patronale, qui tentait de s'insérer dans les nouvelles tendances du découpage régional. L'échec du Grand Delta n'est pas cependant forcément celui de tous les acteurs qui y ont participé. Parmi eux en effet certains parviennent à s'insérer dans le parcours régional de la décision en se passant de l'instrument Grand Delta.

Quant à la construction interrégionale, Grand Delta en reste malgré tout une expérience unique. Entre idée politique et réalité tangible, l'association n'est jamais parvenue à apporter de réponse, mais replacer Grand Delta dans les débats nés des projets pour le Grand Sud-Est depuis 1993 pourrait être fructueux, au moins pour comprendre les impasses déjà parcourues.

Triangle ou arc méditerranéen, les responsables du Grand Delta avaient vu la plupart des dimensions de la réflexion que l'on retrouve aujourd'hui. Les raisons de l'échec sont ailleurs.

Grand Delta incarne en quelque sorte l'erreur pour des marseillais affaiblis au milieu des années 1960 par la perte d'un avant pays traditionnel colonial, qui se sont laissés entraînés dans la définition d'un arrière pays vaste mais sous la dépendance de Lyon. Il manquait dès le départ l'autre volet de la réflexion, qui aurait été susceptible de placer Marseille en position de charnière, avec un arrière pays ET un avant-pays. L'idée d'une ouverture méditerranéenne est venue tard à Marseille, y compris au Grand Delta, où cette dimension recouvrait en fait les visées exportatrices de l'industrie lyonnaise plus que les ambitions locales marseillaises et provençales. Cela place Grand Delta dans l'histoire de la léthargie post-coloniale marseillaise, au titre de fausse route alternative. La faute n'en est assurément pas aux Lyonnais, mais à un milieu industriel et politique marseillais qui n'a pas su au moment de ce tournant saisir ce qu'il y avait de bon dans Grand Delta et y ajouter ce qui aurait pu renforcer la position de Marseille et faire de Grand Delta le projet interrégional qu'il n'a en fait jamais vraiment été.

ANNEXES: Inventaire des archives consultées

**INVENTAIRE DES ARCHIVES DU
GRAND DELTA
(Association pour l'essor économique et
social du Sud-Est Français)**

**Salle 7 armoire 28
(Cartons)**

Carton (1) - Cotisations - Prospection - 3 Régions 1974-1975

8 dossiers :

- Campagnes d'adhésions Rhône-Alpes 1974
Demandes de cotisations
Relances de cotisations
- Campagnes d'adhésions Rhône-Alpes 1974
Correspondances
- Campagnes d'adhésions Rhône-Alpes 1974
Réunions de travail
- Campagnes d'adhésions Trois Régions 1975
Demandes de Cotisations
Relances
- Etat Récapitulatif des Cotisations Reçues 1975
- Cotisations Trois Régions 1975
Statistiques communes aux 3 Régions
Assemblées Générales
- Listes Adhérents 1975
- Campagne d'Adhésions Languedoc - Roussillon 1974
Demandes de cotisations
Relances de cotisations

Carton (2) Réunions Commission Financière Financement - Divers - 1974-1975

- Conseil d'Administration et Assemblée Générale à Montélimar - 18 octobre 1974
- Financement 1974
- Correspondances
 - . Délégations
 - . Siège Grand Delta
 - . Administrateur
- Financement divers 1974
- Commission Financière - Réunion du 14 octobre 1974 au siège du Grand Delta.
- Réunions Commissions Financières 1974
- Réunion du Bureau 11 mars 1974 à Lyon
- Financement divers 1975
- Réunion financière 5 février 1975
- Réunion Commission financière 17 décembre 1975

Carton (3) - Cotisations - Adhérents - 3 Régions 1976

2 dossiers :

- Diffusion de la note de synthèse de la réunion du 4 mai à Marseille avec les chefs d'entreprises
- Refus de Cotisation (gros dossier sur Rhône Alpes)

Carton (4) - Conseils d'Administration - 13 novembre 1968 Marseille, 25 février 1969 Montpellier - 23 juin 1969 Bourg en Bresse

3 dossiers :

- Conseil d'Administration du 23 Juin 1969 à Bourg-en-Bresse (présents à la réunion, projet de règlement intérieur du Grand Delta...)
- Conseil d'Administration du 25 février 1969 à Montpellier
- Conseil d'Administration du 13 novembre 1968 à Marseille

Carton (5) - Conseils Administration - 25 juin 1974 Nice, 18 octobre 1974 Montélimar - 12 avril 1976 Lyon

3 dossiers :

- Conseil d'Administration du 12 avril 76 Lyon
- Conseil d'Administration du 18 octobre 74 Montélimar
- Conseil d'Administration du 25 juin 74 Nice - Chambre de Commerce et d'Industrie

Carton (6) - Presse Divers Etranger Zurich Venise Trieste

15 dossiers :

- Voyage des étudiants grenoblois à Marseille 5 avril 1974
- Voyage dans le Grand Delta - Voyage de 80 architectes suisses dans le Grand Delta - mai 1975
- Mission du Grand Delta à Zurich le 29 mai
- Visite dans le Grand Delta de M. Maclean des 29 et 30 septembre 1975
- Visite d'une délégation de dirigeants de l'industrie pétrolière et pétrochimique allemande - 23 octobre 1974 à la Chambre de Commerce et de l'industrie de Marseille
- Visite d'étudiants en urbanisme anglais - Lundi 13 octobre 1975
- Visite des réalisations de la région lyonnaise - 10 septembre 1975
- Visite de Fos
- Visite dans le Grand Delta de la Société allemande des sciences et des transports - 4 et 5 septembre 1975
- Voyage d'études en Provence Côte d'Azur organisé par l'institut allemand pour l'étude des voies de communication et de la circulation
- Voyage d'études de l'Institut de Sciences Sociales appliquées de Lyon les 15, 16, 17 et 18 mars 1976
- Visite d'étudiants urbanistes anglais - 7 octobre 1974
- Délégation de responsables italiens de l'aménagement du territoire et du port de Trieste reçue par le port autonome de Marseille les 13, 14 et 15 janvier 1975
- Visite de la société provençale des ateliers Terrin en compagnie de 25 ingénieurs anglais reçus par l'École Supérieure de Commerce de Marseille le vendredi 5 Juillet 1974
- Voyage d'études d'une délégation de l'union italienne de navigation intérieure 20 septembre 1974

Carton (7) - Demandes de subventions au EPR 1977

5 dossiers - 3 rapports :

- Etablissement Public Régional Provence Alpes Côtes d'Azur Subvention 1977
- Demandes de subvention au E.P.R. 3 régions Pour 1977
- Demandes de subvention à l'E.P.R. Languedoc-Roussillon Pour 1977
- Etablissement Public Régional Rhône Alpes - Subvention 1977 : Frs. 150.000,00
- Définition d'une politique de développement économique du Sud-Est Français (notes méthodologiques)
- Définition d'une politique de développement économique du Sud-Est Français (Rapport n°1, "Analyse de la situation actuelle des Trois Régions")
- Définition d'une politique de développement économique du Sud-Est Français (Rapport n°3, "Présentation de quelques grandes opérations d'aménagement en cours de réalisation dans le Sud-Est)
- Définition d'une politique de développement économique du Sud-Est Français (Rapport final de Synthèse

Carton (8) - Société Mutualiste et CIPC 1968 1975

5 dossiers :

- CIPC 1975
 - .Radiations 1975
 - .Immatriculations 1975
 - .Correspondances 1975
- CIPC 1974
- Retraites complémentaires cadres jusqu'à 1973
- Autres membres du personnel assurances décès
- Correspondance avec Société Mutalistes 1967-1973
- Société Mutalistes 1973-1975

Carton (9) - Demandes de Subvention aux EPR 1976

5 dossiers :

- Etablissement Public Régional Provence Côte d'Azur - Budget 1976

Marché de Frs 250. 000,00 pour l'étude politique de Développement du Sud-Est Français". Constitution du Dossier d'attribution de crédit - I -

- Etablissement Public Régional Provence Côte d'Azur - Budget 1976

Marché de Frs 250. 000,00 pour l'étude politique de Développement du Sud-Est Français" - II -

A - Note méthodologique

B - Rapport n°1

C - Rapport n°2

D - Rapport n°3

E - Rapport final de synthèse

- Etablissement Public Régionaux - Subventions 1976 Accordées Frs. 150.000,00 Rhône Alpes

- Demandes de subventions aux Etablissements Publics Régionaux pour 1976

- Etablissements Publics Régional Languedoc-Roussillon subvention 1976 accordées - 50.000,00

Carton (10) - Conseils Administration 12 octobre 1973 Avignon

- 29 novembre 1973 Avignon - 11 décembre 1974 St. Etienne

3 dossiers :

- Réunion du Conseil d'Administration du 12 octobre 1973 Avignon

- Conseil d'Administration du 29 novembre 1973 Avignon

- Conseil d'Administration du 11 décembre 74 St. Etienne

Carton (11) - Conseils Administration 25 septembre 1972 4 décembre 1972 Avignon

3 dossiers :

- Conseils Administration 25 septembre 1972 Marseille

- Conseils Administration 4 décembre 1972 Avignon

.Feuille de présence

.Ordre du jour

- Conseils Administration 4 décembre 1972 Avignon

.Convocations, pouvoir etc.

. Préparation de la réunion

. Projet de compte rendu

Carton (12) - Conseils Administration 9 avril 1973 Marseille - 2 juillet 1973 Montpellier

3 dossiers :

- Conseils Administration 2 juillet 1972 Montpellier
- Conseils Administration 9 avril 1973 à Marseille
- Déjeuner et conférence de presse du 9 avril 1973

Carton (13) - Conseils Administration 23 février 1972 Paris - 8 mai 1972 Nîmes - 6 juin 1972 Lyon

3 dossiers :

- Conseils Administration du 26 juin 1972 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon
- Réunion du Conseil d'Administration du 8 mai 1972 à la CCI de Nîmes
- Conseils Administration 23 février 1972 à Paris -DATAR

Carton (14) - Conseils Administration 3 juin 1971 Marseille - 25 octobre 1976 Marseille - 20 décembre 1971 Lyon

4 dossiers :

- Réunion du Conseils d'Administration du 20 décembre 1971 à la CCI de Lyon
- Conseils Administration du 25 octobre 1971 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille
- Réunion générale des responsables de villes Journées Economiques Internationales Juin 1971.Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille
- Conseils Administration 3 juin 1971 à 14h30 Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille

Carton (15) - Conseils Administration 15 septembre Paris - 11 février 1971 Lyon

5 dossiers :

- Réunion du Conseil d'Administration du 11 février 71 1971 à Paris

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

- Conseils d'Administration du 15 septembre 1970 à Paris
- Réunion générale des responsables de villes Journées Economiques Internationales Juin 1971. Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille
- Envoi compte-rendu du Conseils Administration du 15 septembre 1970
- Conseils d'Administration du 15 septembre 1970 à Paris

Carton (16) - Conseils Administration 6 mars 70 Montpellier - 25 mai 70 Chambéry

3 dossiers :

- Compte-rendu du Conseils Administration
- Réunion du 25 mai à Chambéry
- Conseils Administration du 25 mai 1970 à Chambéry

Carton (17) - Conseils Administration 6 octobre 1969 Sénanque - 22 Décembre 1969 Fos sur Mer 22 janvier 1970 Lyon

3 dossiers :

- dos. ss. n.
- dos. ss. n.
- Conseils Administration du 6 octobre 1969

Carton (18) - Constitution de l'association - Lancement 1966

16 dossiers :

- dossier de coupures de journaux sur l'association
- Constitution de l'association
- Manifestations de lancement
- divers (publicité, etc.)

Carton (19) - Adhérents au Grand Delta 1968 -1969

4 dossiers + papiers en vrac :

- Journées 1972
- Photos manifestation
- Création du Grand Delta
- Presse 27-12-1976
- Comptoir suisse

Carton (20) - Sans nom

3 dossiers:

- Suvention départementale PACA RHONE ALPES LANGUEDOC ROUSSILLON 1976
- Dossier sans nom (réunion sur la maîtrise de l'eau à Lyon 22 avril 1977 participations aux frais foires et expositions 1977 (excepté comptoir suisse) à l'étranger, en France, livre blanc sur l'artisanat demandes de crédits, et subventions accordées par les industriels, plaquette de l'artisanat du Grand Delta financement
- Documents élaborés pour l'usage interne par l'organisation des JEI de Marseille

Carton (21) - Secrétariat 1966 Lancement. Archives secrétariat, notes diverses, oraganisation travail

9 dossiers :

- Sans nom, (lettres, demandes de documentation pour l'association, documentation sur les premières rencontres européennes du cadre de vie 1977, manifestation 12/4/1976)
- Imprimerie Berthier
- Demande de prix
- Ordre de commandes
- Voiture M. Houvenaeghel
- Consignes permanentes
- Notes pour le secrétariat
- "J.E.I." Contacts fournisseurs :
 - .demandes de prix
 - .ordres de commandes

Carton (22) - Financement 1972, cotisations 1972

6 dossiers :

- Cotisations délégation Rhône Alpes 1972

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

- Cotisations 1972, états récapitulatifs des cotisations versées
- Cotisations 1972, appel de cotisations, listes d'adhérents
- Financement divers 1972 : correspondances .M. Ricard
.M. Terrin
.délégation et divers
. M. Dauphin
. Contrat d'étude avec La

Datar

- Financement divers 1972
- Financement divers 1972

Carton (23) - Cotisations - Prospection 1974

6 dossiers :

- Campagne de cotisations trois régions Grand Delta 1974
- Prospection grandes sociétés
- Liste adhérents 1974
- Cotisations 1974 Languedoc-Roussillon Provence Alpes Côte d'Azur - Rhône-Alpes
- statistiques communes aux trois régions
- assemblée générale extraordinaire du 9 avril 1974 à Lyon
- conseil d'administration du 25 juin à Nice
- conseil d'administration du 18 octobre à Montélimar
- Etat récapitulatif des cotisations reçues 1974
- Campagne d'adhésion PACA 1974; demande de cotisations

Carton (24) - Grand Delta Journées économiques internationales 1972, Foire de Marseille 1972

5 dossiers :

- Foire de Marseille
- Exploitation J.E.I. 1972 - Marseille (*iste des sociétés contactées et n'ayant pas financé aux J.E.I. de Juin 1972 + correspondances intéressantes avec

montant des sommes adressées à l'Union Patronale par l'Association du G.D....)

- Presse régionale, inter-régionale - étrangère JEI 1972
- Dépenses sur Fonds CCIM
- Bordereaux de versements, reliure de compte (BNP, MM)

Carton (25) - Cotisations - Adhérents 1977

3 classeurs :

- Cotisations adhérents Provence côte d'Azur 1977 A à Z
- Cotisations adhérents Rhône Alpes Languedoc Roussillon 1977
- Subventions Départementales Provence Alpes côte d'Azur Languedoc Roussillon 1977

Carton (26) - Documentation du Grand Delta

19 Documents :

- Bulletin d'information
- Définition d'une politique de développement du Sud Est Français rapport final de synthèse
- Cahier n°1
- différentes brochures concernant les desseins du Grand Delta
- Journées économiques internationales juin 1972
- Etude par le G.D. du développement technologique de l'Algérie et de son impact sur les activités économiques du Grand Delta avril 1976
- Définition d'une politique de développement du Sud Est Français rapport final de synthèse rapport n°2

Carton (26) - Documentation du Grand Delta

7 Documents :

- Brochures du Grand Delta
- Le Grand Delta et la liaison fluviale
- Bulletins d'informations du Grand Delta (3)

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

- Un dossier de documentation sur Perpignan et Pyrénées orientales, divers documentation et brochure pour une connaissance des régions
- Le Grand Delta Plate-Forme d'Accueil des Activités Tertiaires
- Fonds L. Pie : 3 brochures sur l'industrialisation du Grand Delta, perspectives de l'industrialisation, Documentation sur la Compagnie du Rhône
- "Le Grand Delta, région d'équilibre de l'Europe"
- Carnet de reçus, Trésorie des JEI 1972

Carton (28) - Documentation du Grand Delta

nombreux Documents :

- Statut
- Bulletin d'information n°7
- Bulletin d'information n°5
- Présentation de l'Association
- Numéro spécial : directives Générale Action "Zones industrielles"
- Documentation économique
- Journées économiques internationales (1972)
- Numéro spécial n°2: directives Générale Action "Accueil"
- Bulletin d'information (aout 1974)

Carton (29) - Documentation du Grand Delta

nombreux Documents :

- Bulletin d'information (G.D. spécial nucléaire exemplaires identiques)
- Press Book - Spécial Comptoir Suisse - Novembre 1977*
- Bulletin d'information (plusieurs exemplaires identiques)
- Le Grand Delta Plate-Forme d'Accueil des Activités Tertiaires dec. 1979
- Adhérent 1972
- Journées Economiques internationales juin 1966
- Le Grand Delta Région D'Equilibre de L'Europe
- Les conditions du transport dans le Grand Delta
- "La vie Française" numéro spéciale "le Grand Delta" un rendez-vous avec l'Europe"

- Dossier avec de nombreuses correspondances, projet du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 1970 à Chambéry, Assemblée Générale du 25 mai 1970

- Correspondances, projet de procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 1970 à Chambéry, Assemblée Générale du 25 mai 1970)

Salle 7 armoire 28bis

Carton (30) - Elaboration de documents B.J. n°7 - Agric. Tertiaire (Modèles) 5 dossiers et bulletins :

- Bulletin d'information (Grand Delta)
- Bulletin d'information N°7
- Dossier sans nom (photographies, bulletin d'information n°7)
- Plaquette de prestige du Grand Delta Correspondance Générales
- Plaquette de prestige du Grand Delta élaboration
- Bulletin d'information N°7 (présentation du comptoir suisse)

Carton (31) - 1977 - Foire Internationale de Milan 14-23 Avril 1977. Foire Internationale de Barcelone 1er avril 10 Juin 1977 3 dossiers :

- Foire Internationale de Milan 14-23 Avril 1977 (correspondances, missions des administrateurs à Milan, plan de la foire, bulletin d'information (Grand Delta); plan de la foire; communiqué de presse...)
- Foire Internationale de Barcelone 1er avril 10 Juin 1977

Carton (32) - 1977 - Budgets bilans 1967-1972 8 dossiers :

- Bilan 1967
- Budget, Bilan 1968, note explicative sur Bilan
- Budget, Bilan 1969, note explicative sur Bilan

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

- Budget, Bilan 1970, note explicative sur Bilan
- Budget, Bilan 1971, note explicative sur Bilan
- Bilan et rapport financier exercice 1971 Modifiés
- Etat comparatif des recettes Grand Delta
- Budget, Bilan 1972, note explicative sur Bilan

Carton (33) - Bulletin d'information Bi, n°1,2,3

3 dossiers :

- Bulletin d'information n°2
- Bulletin d'information n°3
- Bulletin d'information du Grand Delta Correspondances

Carton (34) - Prospection - Cotisations 1971

11 dossiers :

- Valeurs Bancaires Grand Delta Mai 1976
 - Valeurs Bancaires Grand Delta Mai 1974 1975 - 1976
 - Caisse G. D. 1974-1975-1976
 - Commission Financière
 - Déplacement du siège social G.D.
 - **Problème de l'avenir du G.D. année 1975**
 - Succession à la présidence de M. Pic réponse à notre lettre du 9/2/1978
 - Désignation des membres du directoire
 - Listes des volontaires
 - Reconnaissance d'utilité publique
- Protocole d'accord entre la S.E.M.E.N.M.

Carton (35) - Budgets Bilans 1973 à 1976 et 1977-1978

8 dossiers :

- Bilan 1978
- Prévisions 1977 - bilan 1977 - rapport financier 1977
- Budget bilan note explicative sur bilan 1973
- Budget bilan note explicative sur bilan 1974
- Budget bilan note explicative sur bilan 1975
- Budget bilan note explicative sur bilan 1976

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

- A.G.O. du 4 octobre 1976 - Dossier des AGO Mme Barle (1974-75-76)
- A.G.O. du 4 octobre 1976 - Dossier financement
- Prévisions 1976 - Bilan - Rapport financier 1976

**Carton (36) - Presse - Etudes - Activités 1977 Etudes M. Volle
4 dossiers :**

- Principales actions du Grand Delta prévues pour 1977
- Dossier Rhin-Rhône"/Grand Delta
- Impression cahier n°2
- Liaison Rhin-Rhône

**Carton (37) - Comptoir Suisse 1977 Lausanne Documentation -
Discours - Personnalités Catalogues de la Foire
3 dossiers + documents en vrac :**

- Quelques correspondances en vrac
- Documentation sur la foire
- Dossier Comptoir Suisse
- Dossier Comptoir Suisse -Documentation

**Carton (38) - Volontaires - Enquête Pam 1974
3 dossiers :**

- Réunion des commission volontaires de Marseille
- Quelques correspondances en vrac
- Réunion des commission volontaires de Marseille
- Enquête port autonome de Marseille

Suite de la salle 7, armoire 28bis

**Carton (30) Foires Internationales de Marseille 1973-1974
(Archives Presse);
4 dossiers :**

- Cinquantième Foire Internationale de Marseille - 1974
- Foire Internationale de Marseille - 1973
- Foire Internationale de Marseille - 1973 (photographies) + correspondances entre Louis Silve et Gautheron concernant la présence du Grand Delta à la foire.
- "Foire de Marseille" - (invitations + quelques correspondances)

**Carton (31) Manifestation Lyon 12-4-76 Avignon 23-5-75 ;
3 dossiers :**

- Organisation de Journées Economiques dans le cadre des "Fêtes du Rhône" 20, 21 et 22 juin 1975 (liste des invités à la journée du Grand Delta)

Carton (32) Etranger Contacts Manifestation ; 6 dossiers :

- Contacts avec l'Etranger - Suisse
- Contacts divers (Italie)
- Mission du Grand Delta à Zurich le 29 mai 1974 en collaboration avec les Bureaux d'Industrialisation des Trois Régions
- Assemblée Générale Chambre de Commerce Française à Genève le 7 juin 1973 Participation du Grand Delta
- Contacts avec l'Angleterre 1973-1974
- Réunion Grand Delta/ Personnalités Suisse le vendredi 13 avril à Grenoble - Table Ronde à Zurich le 15 mars 1973

**Carton (33) Argus de la presse ;
1 dossier :**

- Argus de la presse dans les années 76-77

**Carton (34) Dossiers du Personnel licencié en 1977 et 1978 ; 7
dossiers :**

- Remis à Mr. D'Isarny, U.P.I.M.
- Dossier Mme Moha: Notes, Pièces originales du dossier-Cacciari Richard / Date de l'embauchage au Grand Delta : 4 avril 1974, Qualification

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

professionnelle : cadre - attaché à l'information - Date de débauchage : Motif du départ.

- Isabelle Georgin -Mollard contrat à période déterminée 3 juillet 1978 au 31 juillet 1978

- Micheline Barle : date d'embauche 1er septembre 1970 - Période d'essai : septembre -Qualification professionnelle : secrétaire sténo-dactylo, secrétaire financière - Date de débauchage : Motif du départ :

- Brigitte Pino : secrétaire sténo-dactylo, date d'engagement 12 juillet 1976

-Taranzano Jammes : date d'embauche 27avril 1970 - Période d'essai : du 27 avril au 27 mai 1970 -Qualification professionnelle :secrétaire sténo-dactylo, secrétaire financière - Date de débauchage :

-*Gautheron Georges date d'embauche 16 octobre 1968 - Période d'essai : du 16 mai au 16octobre 1968 -Qualification professionnelle: délégué régional Rhône-Alpes,- Date d'entrée au Bureau Régional d'Accueil aux Industriels : Date de débauchage

Carton (35) Archives Informations Foires du Grand Delta 1975 ;

4 dossiers :

- Foire Internationale de Marseille 19 septembre

- Foire d'Automnie de Grenoble "Alexpo" - 1ernov au 11 Novembre

- Foire Internationale deLyon - Aménagement du Srand du 20 mars au 29 mars

- Foire Internationale de Marseille 24 septembreau 4 octobre

- Foire Internationale de Montpellier 15 24 octobre

Carton (36) Comptoir Suisse 10-25/9 1977 Lausanne - Contacts préliminaires- Demandes de Subventions;

7 dossiers :

- Comptoir Suisse 1977, déplacement dans le Grand Delta de MM. Muret Directeur Général et Hoefliger Directeur Administratif du Comptoir Suisse 15-16 et 17 décembre 1976

- Comptoir Suisse 1977 - Journée officielle septembre - Invitation du Grand Delta.

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

- Comptoir Suisse -Déplacement de MM. Gautheron et Taton les 10 et 11 mars 1976
- Comptoir Suisse - deuxième voyage de MM. Gautheron et Benevise au mois de juillet 1976
- Comptoir Suisse liste des industriels français - listes Industriels suisses - pénétrations des entreprises suisses en France
- Comptoir Suisse déplacement de M. Silve et de Saint-Exupéry les 4, 5 et 6 mai 1976
- Comptoir Suisse - Déplacement de MM. Jardon et Taton les 20 et 22 septembre 1976

Carton (37) Abonnements - Correspondances Délégation Rhône Alpes;

9 dossiers :

- Réunion du bureau du 24 mars 1976 - Siège social du G.D. Marseille
- Réunion du bureau du 10 septembre 1975 à Lyon
- Réunion du bureau du 17 juin 1975 - Siège social du G.D. Marseille
- Réunion du bureau du 11 mars 1974 à Lyon`
- Réunion du bureau du Conseil du 20 novembre 1975 à Paris
- Réunion du bureau du Conseil d'administration du 2 avril 1970 à Paris
- Bureau du Conseil d'administration du 27 mars 1969 à Grenoble
- Bureau du Conseil d'administration du 30 janvier 1969 à Lyon
- Bureau du Conseil d'administration du 8 juillet 1968 à Marseille

Carton (38) Journées économiques internationales 1966 - Correspondances Terrin - Conseil d'Administration -Assurance; 2 dossiers :

- Assemblée générale ordinaire du 4 octobre 1976 à Carcassonne
- Assemblée générale ordinaire du 4 octobre 1976 à Carcassonne
administrateurs -adhérents subventionneurs - feuille de présence - bulletins de participation - pouvoirs

Carton (39) Assemblées Générales. Ordinaires /12/72, 12/10/73

- Extraordinaires 25/10/73, 12/10/73 ;

3 dossiers :

- Assemblée générale extraordinaire du 25 octobre 1971 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille

- Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 12 octobre 1973 en Avignon

.ordre du jour

.convocations administrateur

.convocations adhérents

.réponses reçues des adhérents (lettres)

- Assemblée générale ordinaire du 4 décembre 1972 0 Avignon

Carton (40) Comptoir Suisse Lausanne 10-25 Septembre 1977

G.D. - Journée officielle 21/91/77 - Diverses manifestations ; 3

dossiers :

-Comptoir Suisse-Lausanne - Préparation diverse manifestation

-Comptoir Suisse-Lausanne - Journée officielle du 21 septembre 1977

.manifestations diverses

.listes des invités

- Comptoir Suisse - Journée officielle du Grand Delta Mercredi 21 septembre 1977

.lettres aux administrateurs

Carton (41) Assemblées Générales 4/12/72 - 12/10/73 ordinaires

Extraordinaires- Diverses manifestations;

3 dossiers :

- Assemblée générale extraordinaire du 12 octobre 1973 en Avignon

.ordre du jour

.Pouvoirs administrateurs

.Diffusion du projet de compte-rendu

- Assemblée générale extraordinaire du 12 octobre 1973 en Avignon

- Assemblée générale du 4 décembre 1972 en Avignon

**Carton (42) Assemblées Générales ordinaires Extraordinaires-
12/10/73 - 9/4/74 Diverses manifestations;**

3 dossiers :

- Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 12 octobre 1973 en Avignon

.Pouvoirs : Administrateurs

Adhérents Membres Actifs

Adhérents Sociétés, Syndicats, etc...

- Assemblée générale extraordinaire du 9 avril 1974 à Lyon

.Feuille de présence

.Bulletin de participation

.Pouvoirs

Carton (43) Assemblées Générales 18/10/74 - 29/9/75 ;

3 dossiers :

- Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 18 octobre 1974

- Assemblée générale - A remettre à M. Japiot

.Pouvoirs

.Bulletins de participation

**Carton (44) Assemblées Générales ord. 25 mai 70 25 Octobre
71 Extrao. 25 Mai 70 - Diverses manifestations ;**

3 dossiers :

- Assemblée générale ordinaire du 25 octobre 1971 à CCIM

- Assemblée générale ordinaire du 25 mai 1970 à Chambéry

- Assemblée générale extraordinaire du 25 mai 1970 à Chambéry

**Carton (45) Conseil d'administration 29 septembre 75 Nîmes, 6
décembre 75 Grenoble 29 juin 76 Marseille ;**

4 dossiers :

-Conseil d'administration 29 septembre 75 Nîmes à CCIM

-Conseil d'administration 29 septembre 75 Nîmes à CCIM

.Réponses reçues

.Bulletin de participation - Pouvoirs

.Feuilles de Présence

- Conseil d'administration 5 décembre 75 Nîmes à Grenoble
- Conseil d'administration 29 juin 76 Nîmes à Marseille

**Carton (46) Comptoir Suisse 1977 -Dossier Complet
"exposants" - Textes français, allemand adressés par les
Exposants- Conseil d'administration du 8/12/77 Hyeres et du
9/6/78 à Luminy;**

3 dossiers :

- Conseil d'administration du 8/12/77 à la mairie de Hyeres
- Conseil d'administration du 9/6/78 à Luminy
- C.R. du 9 juin 78 (projet de compte-rendu de la réunion du Conseil
d'administration du 9/6/78 à Luminy

**Carton (47) Conseils d'administration 9 avril 74 à Lyon, 22 mai
75 à Avignon ; 3 dossiers :**

- Conseil d'administration 22 mai 1975 à Avignon
 - .convocation administrateurs`
 - .correspondance diverce
- Conseil d'administration 9 avril 74 à Lyon
 - .Dossier de M.Japiot à conserver pour annotations
(compte-rendu d'activités par Japiot, le 7 février 1974 : réunion franco-italienne à Marseille)
 - analyse de la situation du Grand Delta face à l'économie européenne et une étude plus approfondie des problèmes agricoles.

**Carton (48) Conseils d'administration 10 mars 1967 à Paris, 4
juillet 1967 à Paris, 16 novembre 1967 à Paris, 8 mars 1967 à
Lyon ;**

6 dossiers :

- Conseil d'administration 10 mars 67 à Montpellier (lancement de
l'association)
- Conseil d'administration 9 avril 74 à Lyon

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

.Dossier de M.Japiot à conserver pour annotations
(compte-rendu d'activités par Japiot, le 7 février 1974

- Conseil d'administration 10 mars 1967 à Paris,
- Conseil d'administration 4 juillet 1967 à Paris,
- Conseil d'administration 10 mars 1967 à Paris,
- Conseil d'administration 16 novembre 1967 à Paris,
- Conseil d'administration 8 mars 1967 à Lyon

**Carton (49) J E I administrateurs 1966 à Paris; administrateurs
du GD de A à Z**

3 dossiers :

- Un dossier sans nom mais il s'agit de lettres sur les différents entre administrateurs sur les hommes de liaison et leur rôle dans l'association
- Un dossier sans nom comprenant les chemises des administrateurs allant de B à G. Par exemple : "Paul Berlier" a dans une chemise des correspondances + un exposé du président sur la marche de l'entreprise (d'automobiles) de 1967 et pose à grands traits les axes directeurs de ce que devrait être 1968.
- Un dossier de P à Z : idem que les précédents

**Carton (50) Conseils d'administration 15 décembre 1976 à
Avignon, Assemblée Générale 29/9/75, 4/10/76;**

3 dossiers :

- Conseil d'administration du 4 octobre 1976 à Carcassonne :

Document trouvés au 4^e étage :

Carton (51) Carton sans titre excepté "très important";

6 dossiers :

- Un Journal Officiel de la République française "Associations". Régime Général, Paris, 1970, N°1068 (tous les textes législatifs concernant les associations).

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

- Une liste du "Comité des 17" dans laquelle figure les noms, fonctions et organismes d'appartenance et adresse des personnes qui composent ce comité comme par ex. Chambres Régionales de commerce et d'industrie, Chambres régionales d'agriculture, comités régionaux d'extension économique, syndicats inter-professionnels, autres organismes)
- Un dossier épais "Listes des membres" 1967.
- Statuts avec modifications du Grand Delta de 1974
- Un dossier comprenant les journaux officiels de la République Française
- Renouvellement des administrateurs
- Procès verbale de la réunion du Conseil d'administration du Grand Delta le 22 mai 75 à Avignon.
- Modifications des statuts enregistrés par la Préfecture des B. du Rhône

Carton (52) Carton sans titre excepté "très important" "CA constitutif Réunions du Directoire Dépot de la Marque;

5 dossiers :

- Réunion du Directoire du 19 juillet 1978. Compte rendu, informations au directoir (29 mai 1974 à Zurich
- Réunion du conseil : chronologie depuis la création du GD(1966-1979)
- Conseil d'administraton du 29 dec 1966 à Marseille
- Propriété industrielle
- Dépot de la marque "Grand Delta" et défense de la marque (correspondances)

**Inventaire
des archives du fonds du Grand Delta
provenant du fonds C.C.M.I.P. (3è étage)**

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

D'autres documents ont été trouvés dans la Chambre de Commerce de Marseille sur le Grand Delta qui ne faisaient pas partie de ce fonds. Il s'agit en grande partie des délibérations de la Chambre de Commerce et des procès verbaux des réunions de l'Assemblée Générale ordinaire.

Elles représentent environ 1 mètre linéaires de documents variés datés de 1966 à 1977.

Carton (53) Grand Delta (3^e étage);

1 dossier :

- S.P.A.T. Fonds de garantie: S.P.A.T. (Société Provençales des Ateliers Terrin). Correspondances entre la banque Provence Corse et la C.C.M.I.P. Marseille et le Président Richardson et port autonome de 1977 à 1980.

Carton (54) Grand Delta (3^e étage) Dossier I.R.E.S. Pour M Baratier;

1 dossier :

- Un dossier "Pour M. Baratier (secrétaire général de la CCI de Marseille et le président)". Dossier IRES

Carton (54bis) Grand Delta (3^e étage): Un registre de compte sans nom et sans date (1979)

Carton (55) Grand Delta (3^e étage);

2 dossiers :

- Un dossier "Grand Delta/Pièces 79-80": comptabilité, banques, débits, factures etc.

- Un dossier "Grand Delta": documents sur l'évolution financière de l'association 1979-1983

Salle 7 armoire 27

Carton (56) - Elaboration de documents B.J. n°7 - Agriculture Tertiaire (Modèles) 5 dossiers et bulletins :

- Bulletin d'information (Grand Delta)
- Bulletin d'information N°7
- Dossier sans nom (photographies, bulletin d'information n°7)
- Plaquette de prestige du Grand Delta Correspondances Générales
- Plaquette de prestige du Grand Delta élaboration
- Bulletin d'information N°7 (présentation du comptoir suisse)

**Carton (57) - 1977 - Foire Internationale de Milan 14-23 Avril 1977. Foire Internationale de Barcelone 1er avril 10 Juin 1977
3 dossiers :**

- Foire Internationale de Milan 14-23 Avril 1977 (correspondances, missions des administrateurs à Milan, plan de la foire, bulletin d'information (Grand Delta); plan de la foire; communiqué de presse...)
- Foire Internationale de Barcelone 1er avril 10 Juin 1977

**Carton (58) - 1977 - Budgets bilans 1967-1972
8 dossiers :**

- Bilan 1967
- Budget, Bilan 1968, note explicative sur Bilan
- Budget, Bilan 1969, note explicative sur Bilan
- Budget, Bilan 1970, note explicative sur Bilan
- Budget, Bilan 1971, note explicative sur Bilan
- Bilan et rapport financier exercice 1971 Modifiés
- Etat comparatif des recettes Grand Delta
- Budget, Bilan 1972, note explicative sur Bilan

**Carton (59) - Bulletin d'information Bi, n°1,2,3
3 dossiers :**

- Bulletin d'information n°2
- Bulletin d'information n°3

Nora LAFI. Rapport Grand Delta. Printemps 2000.

- Bulletin d'information du Grand Delta Correspondance

Carton (60) - Prospection - Cotisations 1971

11 dossiers :

- Valeurs Bancaires Grand Delta Mai 1976
 - Valeurs Bancaires Grand Delta Mai 1974 1975 - 1976
 - Caisse Grand Delta 1974-1975-1976
 - Commission Financière
 - Déplacement du siège social Grand Delta
 - Problème de l'avenir du Grand Delta année 1975
 - Succession à la présidence de M. Pic réponse à notre lettre du 9/2/1978
 - Désignation des membres du directoire
 - Listes des volontaires
 - Reconnaissance d'utilité publique
- Protocole d'accord entre la S.E.M.E.N.M.

Carton (61) - Budgets Bilans 1973 à 1976 et 1977-1978

8 dossiers :

- Bilan 1978
- Prévisions 1977 - bilan 1977 - rapport financier 1977
- Budget bilan note explicative sur bilan 1973
- Budget bilan note explicative sur bilan 1974
- Budget bilan note explicative sur bilan 1975
- Budget bilan note explicative sur bilan 1976
- A.G.O. du 4 octobre 1976 - Dossier des AGO Mme Barle (1974-75-76)
- A.G.O. du 4 octobre 1976 - Dossier financement
- Prévisions 1976 - Bilan - Rapport financier 1976

Carton (62) - Presse - Etudes - Activités 1977 Etudes M. Volle

4 dossiers :

- Principales actions du Grand Delta prévues pour 1977
- Dossier Rhin-Rhône"/Grand Delta
- Impression cahier n°2
- Liaison Rhin-Rhône

**Carton (63) - Comptoir Suisse 1977 Lausanne Documentation -
Discours - Personnalités Catalogues de la Foire**

3 dossiers + doc. en vrac :

- Quelques correspondances en vrac
- Documentation sur la foire
- Dossier Comptoir Suisse
- Dossier Comptoir Suisse -Documentation

Carton (64) - Volontaires - Enquête Pam 1974

3 dossiers :

- Réunion des commissions volontaires de Marseille
- Quelques correspondances en vrac
- Réunion des commissions volontaires de Marseille
- Enquête port autonome de Marseille

Salle 7 armoire 28 bis

**Carton (65) - Personnel Delta démissionnaire D à K
plusieurs dossiers :**

- Par liste alphabétique : les noms du personnel avec leur dossier respectif
comptenant toutes les pièces administratives concernant la démission.

**Carton (66) - Personnel Delta démissionnaire C à D
plusieurs dossiers :**

- Par liste alphabétique : les noms du personnel avec leur dossier respectif comptenant toutes les pièces administratives concernant la démission.

**Carton (67) - Personnel Delta demissionnaire M à R
plusieurs dossiers :**

- Par liste alphabétique : les noms du personnel avec leur dossier respectif comptenant toutes les pièces administratives concernant la démission.

**Carton (68) - Pièces de caisse n°1 à 326 1972
plusieurs dossiers :**

- Factures d'hôtel, restaurants etc.

**Carton (69) - Pieces de caisse n°1 à 315 1973
plusieurs dossiers :**

- Factures d'hôtel, restaurants etc.

**Carton (70) - Pieces de caisse 1974-1977
plusieurs dossiers :**

- Factures d'hôtel, restaurants etc.

**Carton (71) - Financement subventions cotisations 1968
plusieurs dossiers :**

**Carton (72) - Financement subventions cotisations 1969
plusieurs dossiers :**

**Carton (73) - Financement subventions cotisations 1971
plusieurs dossiers :**

**Carton (74) - Financement subventions cotisations 1972,
organisme d'aménagement
plusieurs dossiers :**

- Collectivités départementales et locales.

**Carton (75) - Demande de subventions collectivités
départementales 1974-1975
plusieurs dossiers :**

**Carton (76) - Demande de subventions aux conseils généraux et
réponses 1974-75**

plusieurs dossiers :

- 1974 le Conseil Général des Bouches-du-Rhône et subvention annuelle
allouée à Association du Grand Delta.

Carton (77) - Subventions collectivités locales 1974-75

5 dossiers :

- Subventions accordées 1975 :

-Un gros dossier des subventions versées par les Conseils généraux.

**Carton (78) - Demandes de Subventions municipales et
départementales pour les trois régions 1971**

Plusieurs dossiers

Carton (79) - J.E.I Pièces de caisses n°1003-1213 Janvier 1972-1973

Carton (80) - J.E.I. 1972 subventions accordées par des sociétés. Prospections

Carton (81) - Subventions Etablissement Public Régional 1975

4 dossiers :

- demandes de subventions aux assemblées régionales, dossiers administratifs
- 1975 demandes de subventions aux Assemblées régionales, dossiers administratifs
- Etablissements publics régionaux 1975, subventions 1975 accordées

Carton (82) - Subventions Chambres de Commerce, subventions autres que CCI 1974-1975

6 dossiers :

- Manifestation du 29 novembre 1973 en Avignon remboursement par le Conseil Général de Vaucluse de Frs 15.866,00 sous forme de subventions, réglé sur exercice 1974
- Subventions autres, 1974.